

Natacha  
POLONY

SOMMES-NOUS  
ENCORE EN  
DÉMOCRATIE ?



Sommes-nous encore  
en démocratie ?

## De la même auteure

*Délivrez-nous du Bien !* (avec Jean-Michel Quatrepoint), Éditions de l'Observatoire, 2018 ; J'ai lu, 2020.

*Changer la vie. Pour une reconquête démocratique*, Éditions de l'Observatoire, 2017.

*Chrétiens français ou Français chrétiens*, avec Fabrice Hadjadj et Don Paul Préaux, Salvator, 2017.

*Bienvenue dans le pire des mondes*, avec le comité Orwell, Plon, 2016 ; J'ai lu, 2018.

*Nous sommes la France*, Plon, 2015 ; J'ai lu, 2016.

*Ce pays qu'on abat. Chroniques 2009-2014*, Plon, 2014 ; Points, 2015.

*Le pire est de plus en plus sûr. Enquête sur l'école de demain*, Mille et une nuits, coll. « Essai », 2011.

*L'Homme est l'avenir de la femme. Autopsie du féminisme contemporain*, J.-C. Lattès, 2008.

*M(me) le Président, si vous osiez... 15 mesures pour sauver l'école*, Mille et une nuits, coll. « Essai », 2007.

*Nos enfants gâchés. Petit traité sur la fracture générationnelle*, J.-C. Lattès, 2005.

Natacha Polony

# Sommes-nous encore en démocratie ?

L  Éditions de bservatoire

ISBN : 979-10-329-0980-5

Dépôt légal : 2021, février

© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2021  
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Il y a eu la sidération. Puis l'espoir, le temps d'un été, que tout allait rapidement rentrer dans l'ordre. Puis de nouveau la peur pour les uns, la catastrophe pour les autres, un reconfinement, des mesures erratiques, le sentiment d'injustice, la révolte. Et le retour de tous les débats qui nous agitaient auparavant, la mise à nu des fractures qui travaillaient déjà les sociétés occidentales. Le traitement de l'épidémie de coronavirus par les gouvernements démocratiques ne saurait se résumer, comme certains l'ont prétendu, à l'instauration d'une « dictature sanitaire ». Pour autant, il a posé avec encore plus d'acuité une question brûlante, tellement brûlante que certains s'emploient à la placer prudemment au congélateur : sommes-nous encore en démocratie ?

Le fait même de poser la question est louche. Voire indécent. Mais savez-vous ce que c'est que le contraire de la démocratie ? C'est la dictature, c'est

le totalitarisme, ce sont les camps, les emprisonnements arbitraires, l'élimination des opposants. Du coup, si ce n'est pas l'un, c'est l'autre. Nous sommes donc en démocratie. CQFD. Fermez le ban. Question suivante.

Voilà à peu près l'état du débat en France. C'est d'ailleurs à ça que l'a résumé Emmanuel Macron en s'exprimant auprès de quelques journalistes le jeudi 23 janvier 2020, avant le coronavirus, avant le confinement, avant le supposé « nouveau monde » : « Aujourd'hui s'est installée dans notre société – et de manière séditeuse, par des discours politiques extraordinairement coupables – l'idée que nous ne serions plus dans une démocratie, qu'une forme de dictature se serait installée. Mais allez en dictature ! Une dictature, c'est un régime où une personne ou un clan décide des lois. Une dictature, c'est un régime où on ne change pas les dirigeants, jamais. Si la France, c'est cela, essayez la dictature et vous verrez ! La dictature, elle justifie la haine. La dictature, elle justifie la violence pour en sortir. Mais il y a en démocratie un principe fondamental : le respect de l'autre, l'interdiction de la violence, la haine à combattre. » Il y a blanc, il y a noir, choisis ton camp, camarade !

Depuis, des régimes démocratiques ont limité drastiquement la liberté de circulation – pour la bonne cause, bien entendu, sauver des vies – et bloqué l'ensemble de l'économie, provoquant faillites, défaut de soins et souffrance psychique. On s'est interrogé sur la manière de faire accepter un vaccin, obligation, QR code offrant une priorité d'accès à certains lieux... Le tout, pour ce qui concerne la France, après des réunions d'un conseil de défense dont l'avantage est que ses délibérations relèvent du secret-défense et que ses membres ne sont pas responsables devant l'Assemblée nationale. Mais peu importe. Puisque ceux qui contestent, ceux qui s'interrogent seulement, sont des irresponsables indifférents à la mort de pauvres gens ou de dangereux complotistes. Des ennemis de la démocratie, donc. Même quand ils s'interrogent sur l'état de la démocratie.

Car s'interroger sur l'état de la démocratie, c'est avoir quelque chose en tête. Quelque chose d'inauvouable. Un autre modèle à imposer. Forcément un régime autoritaire, puisque encore une fois, il n'y a rien d'autre. Pas d'alternative. Critiquer la façon dont s'organise la démocratie en France et dans les pays occidentaux, c'est lorgner vers la Russie – c'est d'ailleurs une règle, que nous rabâchent les

commentateurs avisés : quand quelque chose ne tourne pas rond en Occident, c'est un coup des Russes... (Il faut dire qu'il se trouve, très à droite ou très à gauche de l'échiquier politique, des gens qui s'emploient à justifier l'accusation en confondant réflexion géopolitique sur l'indépendance stratégique de la France et admiration malsaine pour ce grand démocrate qu'est Vladimir Poutine. La juste mesure est la chose du monde la moins bien partagée.)

Donc, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possible. Nos « vieilles démocraties » – comprenez tellement vieilles et installées qu'il n'est absolument pas nécessaire de s'interroger sur leur évolution – sont certes confrontées à une crise sans précédent, mais dont l'unique coupable est un virus. Et elles ont tenu. À coups de dette, en massacrant certains (les petits, les indépendants, ces incarnations du monde ancien), en accélérant un mouvement déjà lancé, celui de l'adaptation à la « modernité », au « monde qui bouge », et qui désormais bouge en virtuel, en réunion Zoom ou Teams, depuis un canapé. Pays désindustrialisé, de plus en plus dépendant du tourisme, fondant son identité sur une sociabilité bannie par l'impératif sanitaire, la France était l'un des pays les plus fragiles face à

cette crise. Mais l'avantage immense, c'est que ces déséquilibres ont à partir de maintenant une cause. Trente ans d'incurie des gouvernants de tous bords lavés à coups de gel hydroalcoolique... Et le monde se relèvera, en profitant même pour traiter avec plus de lucidité l'« urgence climatique », puisque dans le nouveau monde, nous sommes tous verts, l'élection de Joe Biden ayant permis de rassembler les « grandes démocraties » autour d'un objectif commun à peine contrarié par l'indécrottable incapacité des peuples à changer leurs habitudes.

Bien évidemment, il existe une ombre à ce tableau idyllique. Cela s'appelle le « populisme ». Le populisme est ce fléau qui fait que les citoyens des démocraties votent mal, que parfois même ils expriment leur colère dans la rue, et qu'ils nourrissent vis-à-vis des institutions de nos belles démocraties une défiance aussi déplorable qu'inexplicable. Le populisme, ce sont les délires de gens qui ont pris le Pr Raoult pour un gourou parce qu'il attaquait la bureaucratie sanitaire. Le populisme, c'est à la fois le soubresaut Trump, le Brexit, La France insoumise et le Rassemblement national, l'AFD en Allemagne, la Ligua en Italie, c'est la critique des traités de libre-échange quand Emmanuel Macron les trouve

formidables, et c'est la politique de Jair Bolsonaro quand elle permet à Emmanuel Macron de dénoncer le traité de libre-échange avec le Mercosur pour satisfaire l'opinion. Le populisme donne lieu à de doctes réflexions, qui le font en général précéder du mot « danger ». À des réflexions sur la complaisance préoccupante des classes populaires envers l'idée d'un régime autoritaire (que Jair Bolsonaro ait été élu avec le soutien actif des classes possédantes brésiliennes démontre pourtant ce qu'on sait depuis Pinochet : que les tenants de l'économie dérégulée se satisfont fort bien d'un régime fort peu porté sur la préservation des libertés). À des textes sur les « peuples contre la démocratie ». On ne mesure pas assez l'ingratitude des peuples... Comme si à aucun moment il ne fallait envisager que la défiance des peuples pût s'expliquer par le fait que ce serait au contraire la démocratie qui aurait joué contre eux.

Tout le sujet est là. Et il nous explose à la figure. Chaque déflagration est un peu plus forte que la précédente. Et chaque déflagration prend une forme différente suivant la culture politique des pays dans lesquels elle se produit. Le mouvement des Gilets jaunes fut l'une de ces manifestations de la crise que traversent les démocraties dites « libérales ».

Évidemment, sa seule évocation appelle quelques réponses réflexes qui évitent les analyses trop poussées : « Rappelons qu'au plus fort de la mobilisation, ils n'étaient que 287 000. » Tout pour effacer la grande peur de décembre 2018, quand une population qui ne se montre jamais s'est rendue visible pour exprimer sa colère, avec le soutien ravi d'une part majoritaire de la population. Mieux, les dérives et récupérations du mouvement permettent aujourd'hui de le présenter comme une sorte de prurit fascisant mettant en danger la belle démocratie française.

En novembre 2018, quand des anonymes organisent sur les réseaux sociaux une vaste protestation contre la taxe qui doit renchérir le prix du carburant, nul ne peut imaginer ce qui bouillonne et va surgir quelques jours plus tard. Les occupations de ronds-points, de péages, les manifestations dans d'innombrables villes de province ont rapidement pris un tour qui n'arrangeait pas du tout les tenants de l'ordre établi. On les voit d'ailleurs depuis lors, sur les plateaux de télévision, rappeler doctement qu'il ne faut pas « projeter sur ce mouvement ses propres fantasmes » et qu'il « s'agissait uniquement d'une révolte fiscale ». Une révolte fiscale dont les acteurs prononçaient des phrases étranges comme « Nous sommes citoyens,

nous sommes souverains ». Une révolte fiscale qui a très rapidement viré à la remise en cause de toute forme de représentation.

Le plus grand intérêt de ce mouvement est d'avoir agi comme un révélateur, au sens chimique de ce terme. Tout à coup, des gens comme il faut, habituellement mesurés, bien élevés, raisonnables, se sont laissés aller à des charges d'une violence effarante qui n'avaient plus rien à voir avec l'analyse politique. Beaufs, brutes avinées, bas du front, et bien sûr, dès que quelques abrutis ont fait des quenelles ou qu'un ou deux cinglés non identifiés ont dessiné des croix gammées sur une vitrine à plusieurs centaines de mètres du parcours des manifestations, antisémites crasses. Tout y est passé pour qualifier ces gens qui réclamaient le droit de vivre dignement de leur travail, et qui demandaient pour la plupart, en particulier pour les manifestants des premiers jours, tout simplement un minimum de considération. L'ampleur du mépris de classe eut alors quelque chose d'archaïque, comme un souvenir du XIX<sup>e</sup> siècle et de ses soubresauts. Il fut à l'aune de la grande peur qui saisit les possédants devant ce qui prenait des allures prérévolutionnaires. Tout à coup, les fantômes de 1789, de 1848 et de la Commune se réveillaient.

C'est bien en cela que les Gilets jaunes, comme avant eux l'élection de Donald Trump ou le Brexit, mais sur un mode cette fois spécifiquement français, ont posé avec tant d'acuité la question démocratique. Certains se sont empressés de généraliser sur les éléments les plus radicaux. C'était d'autant plus facile qu'après quelques semaines de mouvement, et après des violences parisiennes qui chassaient de la scène les modérés, les citoyens lambda des débuts, ne restaient et devenaient en effet majoritaires, du moins à Paris, devant les caméras, que les excités, les radicaux, en une récupération par l'extrême droite puis surtout par l'extrême gauche, qui n'avait plus rien à voir avec le mouvement initial. Il était alors très simple de s'indigner avec force lyrisme de ces éléments fascisants qui refusaient la contradiction et s'attaquaient à des permanences de députés ou à tout autre symbole du pouvoir. Mon Dieu, ils ne sont pas démocrates ! Mais qu'est-ce que la démocratie pour ces belles âmes indignées ?

« Nous sommes le peuple », avait titré *Marianne*, reprenant un slogan brandi sur un rond-point des débuts. « Nous sommes le peuple et nous ne nous tairons plus. » Une phrase qui traduisait l'état d'esprit de ces citoyens. Quel scandale, ils croient avoir le

monopole du peuple ! Cela signifie donc qu'il y a des ennemis du peuple, c'est le début du fascisme, martelèrent alors ceux qui ne voulaient surtout pas comprendre ce qui se jouait. Magnifique distorsion du réel. À aucun moment, le 17 novembre lors du premier rassemblement, ou sur les ronds-points et péages de province qui conservaient l'esprit et la sociologie du mouvement initial, il n'a été question de se considérer comme seuls légitimes contre des ennemis à faire taire ou à exclure. Il y eut bien évidemment des marques de sectarisme, des phrases à l'emporte-pièce, et surtout une agressivité croissante au fur et à mesure que montait le sentiment de n'être absolument pas entendus ni le moins du monde considérés par le pouvoir, mais globalement, avant la radicalisation des mois de janvier et février 2019, il faut une certaine dose de mauvaise foi pour ne voir dans ces citoyens en colère que des coupeurs de têtes grisés par leur soudaine exposition. Disons que toutes les révoltes populaires ont leurs sans-culottes, et que lorsqu'un pouvoir se montre incapable de répondre un tant soit peu à cette révolte, les sans-culottes prennent le pas sur les modérés. Les vrais sans-culottes, ceux de 1792-1793, étaient épouvantables. Ils sont pourtant dans nos livres d'histoire.

Parce que ce qu'ils furent véritablement ne délégitime pas la Révolution et n'en invalide pas les causes.

Il suffit d'ailleurs de se reporter aux premières propositions élaborées par des groupes de Gilets jaunes et publiées dans le *Journal du dimanche* pour comprendre quelles étaient les aspirations de ces mécontents. Quarante-deux propositions dont les journalistes ont immédiatement dit qu'elles « paraient dans tous les sens », qu'elles « réclamaient tout et son contraire »... « Ils veulent plus de services publics et moins d'impôts », se sont gaussés les esprits raisonnables. Certes. Moins d'impôts pour les classes moyennes. Moins de dépenses contraintes, qui réduisent à rien le budget restant pour la nourriture, les vêtements et les loisirs. Et que l'État joue son rôle. Qu'il soit présent dans des territoires qui ont vu fermer les usines, puis les casernes, puis les tribunaux et les hôpitaux, enfin les écoles et les gares, et qui voient les infrastructures tomber en décrépitude. « Que les gros paient gros et que les petits paient petit », disait une de ces propositions. « Protéger l'industrie française », « fin du CICE », « fin du travail détaché », « interdiction de vendre les biens appartenant à la France, barrages, aéroports »... On peut même remarquer que les quelques propositions concernant

l'immigration montraient une recherche d'équilibre puisqu'elles articulaient le « traitement des causes des migrations forcées » avec un accueil digne pour les demandeurs d'asile, mais une reconduite effective hors des frontières des déboutés. Et surtout, elles y ajoutaient la demande d'une véritable politique d'intégration.

Mieux, ces propositions anticipaient de façon intéressante tout ce qui est apparu au grand jour avec l'arrivée brutale de la pandémie : le fait que l'État n'avait plus la moindre marge de manœuvre, s'étant privé des outils de son indépendance, en particulier la capacité à produire ce dont il avait besoin pour n'être pas obligé de la quêmander et de la payer à prix d'or à ceux-là mêmes qui étaient responsables, par leurs mensonges, du désastre sanitaire ; le fait que ce système, fondé sur la destruction progressive des protections et des statuts, deviendrait un dramatique facteur d'inégalités en cas de crise, de quelque nature qu'elle soit.

Bref, on a là un intéressant résumé d'un mouvement d'opinion qui s'est incarné au Royaume-Uni dans le slogan *Take back control*, devenu populaire au point que des politiques, Emmanuel Macron en tête, l'ont repris à leur compte pour convaincre les foules qu'ils

les avaient comprises. Reprendre le contrôle. Redevenir souverains. Comment expliquer que dans nombre de pays occidentaux, la révolte des classes moyennes et populaires se traduise ainsi ? Comment expliquer que partout, dans des démocraties, des citoyens aient le sentiment violent qu'ils sont ignorés, que leur voix ne compte pas, et que la seule manière de se faire entendre est de cogner contre ce qui apparaît comme un « système » ? Au Royaume-Uni, cela s'appelle le Brexit – pour lequel les citoyens britanniques ont montré une obstination fascinante, jusqu'au vote du 12 décembre 2019, dans lequel, disaient les analystes, Boris Johnson devait être laminé –, aux États-Unis, cela s'appelle Trump, et en France, où l'on n'aime rien tant que les révolutions et les masses qui se soulèvent, ce furent, entre autres, les Gilets jaunes, puis ces mouvements de colère face à une gestion de l'épidémie de coronavirus fondée essentiellement sur l'infantilisation des citoyens, la réduction des libertés et un autoritarisme inversement proportionnel à la capacité d'action des gouvernants.



Mais croire en l'homme, c'est avant tout mettre en place un système qui lui permet d'exercer sa liberté. C'est développer les outils de l'émancipation par le savoir, la maîtrise des conditions de consommation autant que des conditions de production. C'est lancer une révolution raisonnable, c'est-à-dire un bouleversement du système, mais appuyé sur la raison et non sur les pulsions, sur la recherche de la juste mesure et non sur les outrances et la violence. Plus difficile ? plus exigeant ? Oui, mais avons-nous encore le choix, si nous voulons éviter que la facture soit trop élevée ? Le temps est venu de faire tomber les nouvelles Bastille.

## Table des matières

La démocratie contre les peuples .....	21
Ce que représenter veut dire .....	33
Centrisme autoritaire .....	45
La destruction du citoyen .....	71
Reconquête .....	83